

ARRETE MUNICIPAL
PORTANT SUR L'ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE
DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 2 DU PLAN LOCAL
D'URBANISME

Le Maire de la Ville d'Annemasse

Vu la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés qui a créé la procédure de modification simplifiée des PLU ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-13-3, L.153-45 à L.153-48, L.153-41 et L.151-28 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 03 juillet 2017 approuvant le PLU ;

Considérant que cette procédure de modification définie dans l'article L.153-45 du code de l'urbanisme peut revêtir une forme simplifiée dans la mesure où les adaptations envisagées n'auront pas pour conséquence (autres cas que ceux mentionnés à l'article L.153-41 du code de l'urbanisme) :

- De majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- De diminuer ces possibilités de construire,
- De réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Considérant qu'une modification simplifiée n° 2 du PLU est nécessaire pour modifier le règlement du PLU - pièce n°4.1, à savoir :

- Modifier les articles UB 9 et UB 10.2.8 , UA 10.3.8 du règlement afin de préciser les modalités relatives au bonus écologique.
- Modifier le zonage de la zone UBc, afin de régulariser une situation commerciale déjà existante, en étendant la zone UBc existante au secteur de la rue de la Paix.

Considérant que le projet de cette modification peut être adopté selon une procédure simplifiée conformément aux dispositions de l'article L.153-45 du code de l'Urbanisme.

ARRETE

ARTICLE 1 - En application des dispositions des articles L.123-13-3 et L.153-45 à L.153-48 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée n° 2 est engagée.

ARTICLE 2 - Le projet de modification simplifiée n° 2 porte sur des modifications réglementaires et graphiques. Ces modifications ne portent pas atteinte aux dispositions du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

ARTICLE 3 - Le projet de modification sera notifié à Monsieur le Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PAU - Urbanisme / Foncier
URB/GB/569667/1

Affaire suivie par : Tan NGUYEN

**Objet : ENGAGEMENT DE LA
PROCEDURE DE MODIFICATION
SIMPLIFIEE N° 2 DU PLAN LOCAL
D'URBANISME**



ARTICLE 5 - Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet
- Aux Personnes Publiques Associées

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Arrêté.

Le Maire certifie le caractère exécutoire des présentes par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité :

- transmission en Sous-Préfecture de SAINT-JULIEN le 29 JAN. 2019
- affichage ou notification le 05 FEV. 2019
- réception du bordereau d'acquittement le 29 JAN. 2019

Annemasse, le 25 janvier 2019

Le Maire,
Christian DUPESSEY

